

# ÊTRE JEUNE EN FRANCE EN 2012

Thomas Chevandier, Thierry Marchal-Beck

18/04/2012

**Taux de chômage à près de 25 %, inégalités qui se creusent, conditions de vie parfois indécentes : voilà la situation sociale des jeunes en France en 2012. Thomas Chevandier dénonce l'action de la droite au pouvoir depuis dix ans et démontre aussi que les marges de manœuvre existent pour un prochain gouvernement.**

La jeunesse est l'âge entre l'adolescence et la pleine autonomie avec un emploi stable. Les jeunes en France rencontrent pourtant aujourd'hui de nombreuses difficultés. En 2011, le taux de chômage des 15 à 24 ans était de 23 %, contre 10% pour la population entière. Ce taux est plus élevé que la moyenne européenne (20,9%) et seules l'Espagne et la Grèce connaissent une situation plus grave. Résultat : 50% des pauvres sont des jeunes de moins de 29 ans et un tiers des SDF sont des jeunes de 18 à 29 ans. Les jeunes sont victimes de grandes inégalités dans les domaines de la formation, de la santé, du logement, des transports et de la culture.

Les raisons en sont nombreuses. Une faiblesse des aides directes de l'Etat pour les jeunes va de pair avec des conditions de travail précaires : souvent embauchés en CDD, en contrats aidés ou comme intérimaires, des contrats peu protecteurs, les jeunes servent de variable d'ajustement et sont davantage touchés par la crise. Malgré quelques améliorations avec la réforme de 2011, ils rencontrent toujours une forme d'exploitation à travers les stages. Les territoires relégués jouent également un rôle central. De nombreux jeunes vivent dans des zones reléguées, comme les banlieues ou les zones rurales. Les problèmes qu'ils y rencontrent sont divers et peuvent être résumés ainsi : manque de mobilité, peu d'attractivité économique, accès à la formation limité ou encore absence de services publics. En zones urbaines sensibles, le chômage des jeunes atteint 40% et, pourtant, les postes de police disparaissent, la réduction des dépenses d'éducation persiste et les associations bénéficient de moins en moins de subventions.

Le système français pour amener les jeunes à l'autonomie ne semble pas adapté à la réalité. Il favorise une dépendance vis-à-vis de la famille alors que l'indépendance est indispensable pour passer à l'âge adulte et assumer des responsabilités. Pour y remédier, il faudrait une politique de financement universel pour les étudiants et un système d'alternance plus développé. Même s'il existe un certain nombre de dispositifs d'aides qui font que les jeunes quittent en moyenne assez tôt le foyer familial, ils restent toutefois dépendants financièrement de leurs parents. Les familles

ne peuvent pas toujours subvenir aux besoins de leurs enfants, ce qui est source d'inégalités car certains ne peuvent poursuivre leurs études.

Ainsi, les conditions de vie des jeunes n'ont cessé, ces dernières années, de se détériorer. L'auteur en voit trois raisons majeures : la dégradation de l'emploi des jeunes et de leurs conditions d'insertion, un accès difficile à la santé et la hausse des prix de l'immobilier avec un manque de logements pour étudiants. Dès lors, beaucoup doivent travailler pour financer leurs études et leur logement et finissent souvent par abandonner les études. D'autres demeurent au domicile familial dans des zones reléguées et ont ainsi moins facilement accès à la formation, à une vie sociale ou culturelle. Autant d'éléments qui engendrent craintes de déclassement et sentiments de frustration chez les jeunes. S'ils sont plus diplômés que la génération précédente, ils vivent dans une situation plus précaire ; ils n'atteignent souvent pas le même statut social que leurs parents. Obtenir un diplôme ne garantit plus ni l'insertion professionnelle, ni la promotion sociale. Les années de formation, qui devraient être vues comme un investissement pour le futur, peuvent alors apparaître comme une perte de temps. Cela représente un danger politique pour la gauche et les jeunes sont de plus en plus découragés par la politique ou tentés par un vote de rejet du système.

Les mesures prises ces dernières années n'ont pas amélioré la situation. Le CPE du gouvernement Villepin prévoyait une précarisation plus importante encore des contrats des jeunes avec une période de consolidation de deux ans sous le prétexte qu'il leur aurait été plus facile de trouver un travail. Le RSA jeunes avait pour but d'améliorer la protection sociale qui reposait sur la solidarité familiale. Les critères d'attribution sont rigoureux, seuls 15 000 de 600 000 jeunes qui sont au chômage profitent de cette mesure. La réforme des retraites n'est pas favorable aux jeunes si l'on considère qu'ils ont des difficultés à entrer dans le monde du travail et que la durée de cotisation à taux plein a augmenté en même temps. Les promesses faites par Nicolas Sarkozy (un service public d'orientation, une meilleure couverture santé, un relèvement du niveau des bourses et 12 milliards d'euros d'investissement dans l'enseignement supérieur) n'ont pas été tenues.

« La jeunesse est l'âge où se creusent les inégalités et se figent ». Il est donc grand temps de changer la donne pour la jeunesse, qui est un atout majeur de la France. Ce sera un défi important pour la politique et devra être la priorité du futur quinquennat.